

**Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la
Communauté française et germanophone et de la Région wallonne
[SCP 329.02]**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 17 OCTOBRE 2011
INSTAURANT UNE PRIME EXCEPTIONNELLE AUX TRAVAILLEURS EN
EXECUTION DE L'ACCORD NON MARCHAND 2010-2011 DU 19
SEPTEMBRE 2011 EN COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR CERTAINS
SECTEURS DE LA SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LE SECTEUR
SOCIO-CULTUREL DEPENDANT DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE :
ATELIERS DE PRODUCTION, BIBLIOTHEQUES, CENTRES CULTURELS,
CENTRES DE JEUNES, ÉDUCATION PERMANENTE, FEDERATIONS
SPORTIVES, LA MEDIATHEQUE, ORGANISATIONS DE JEUNESSE,
TELEVISIONS LOCALES**

CHAPITRE I^{ER} : CHAMP D'APPLICATION

Article 1^{er} .

La présente convention s'applique aux employeurs ressortissant à la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne et relevant d'un des dispositifs d'agrément et/ou de subventionnement suivants et à leurs travailleurs :

- Ateliers de production et d'accueil, agréés et subventionnés en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juillet 1990 relatif à l'agrément et au subventionnement des ateliers de production et d'accueil en matière de films et de vidéogrammes et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 février 2000 agréant l'asbl Atelier de création sonore et radiophonique en qualité de structure d'accueil en matière de création radiophonique;
- Bibliothèques, agréées et subventionnées en vertu du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques;
- Centres culturels, agréés et subventionnés en vertu du décret du 28 juillet 2002 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels;
- Centres de jeunes, agréés et subventionnés en vertu du décret du 20 juillet 2000, déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations;
- Organisations d'Éducation permanente, agréées et subventionnées en vertu de l'arrêté royal du 5 septembre 1921, de l'arrêté royal du 4 avril 1925, de l'arrêté royal du 16 juillet 1971, du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'Éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs et du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente;

- Fédérations sportives, agréées et subventionnées en vertu du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française et le décret du 30 mars 2007 organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association de fédérations sportives francophones;
- La Médiathèque, agréée et subventionnée en vertu de l'arrêté royal du 7 avril 1971;
- Organisations de jeunesse, agréées et subventionnées en vertu du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse;
- Télévisions locales, agréées et subventionnées en vertu de l'article 74 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion.

Cette convention collective de travail ne s'applique pas aux travailleurs concernés par la convention collective de travail du 1^{er} juillet 2002¹ définissant la classification de fonctions et les conditions de rémunération pour certains secteurs de la commission paritaire pour le secteur socio-culturel (Région de Bruxelles-Capitale) et par la convention collective de travail du 16 septembre 2002² définissant la classification de fonctions et les conditions de rémunération pour les secteurs de la Commission paritaire pour le secteur socio-culturel dépendant de la Région wallonne.

Par "travailleurs", on entend les ouvriers et les employés, masculins et féminins.

CHAPITRE II : PRINCIPE

Art. 2.

En 2010 et en 2011, il est octroyé aux travailleurs visés à l'article 1 une prime exceptionnelle selon les modalités définies dans la présente convention.

La prime pour l'année 2010 n'est pas due pour les travailleurs ayant été liés par un contrat de travail au même employeur pendant moins de 15 semaines au cours de l'année 2010.

La prime pour l'année 2011 n'est pas due pour les travailleurs ayant été liés par un contrat de travail au même employeur pendant moins de 15 semaines au cours de l'année 2011.

Les employeurs ne sont tenus de verser la prime exceptionnelle que pour les années pendant lesquelles ils ont effectivement relevé d'un des dispositifs d'agrément et/ou de subventionnement visés à l'article 1.

A partir du 1^{er} janvier 2012, le montant consacré à la prime exceptionnelle indexé sera consacré à la poursuite de l'harmonisation barémique vers, et sans dépasser, les barèmes cibles additionnés de la prime de fin d'année définis dans l'accord non marchand 2006-2009 (Communauté française) pour les travailleurs des secteurs concernés et ce, sur base des mêmes principes que ceux prévus dans les protocoles et conventions collectives de travail (notamment la CCT du 15 décembre 2008 : numéro d'enregistrement 90459) exécutant l'accord susmentionné.

¹ Numéro d'enregistrement : 64812

² Numéro d'enregistrement : 64571

CHAPITRE III : MONTANT ET MODALITÉS DE CALCUL

Art. 3.

§1. Le travailleur occupé à temps plein en 2010 pendant toute la période de référence visée à l'article 4 bénéficie d'une prime d'un montant brut de 275,74 euros.

§2. Le travailleur occupé à temps plein en 2011 pendant toute la période de référence visée à l'article 4 bénéficie d'une prime d'un montant brut de 282,36 euros.

Art. 4.

§1. Le montant de la prime visée aux paragraphes 1 et 2 de l'article 3 est proratisé en fonction de l'occupation du travailleur durant une période de référence de 12 mois courant du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année pour laquelle la prime est due.

Le travailleur occupé à temps partiel bénéficie d'une prime exceptionnelle proportionnelle à son régime de travail par rapport à celui du travailleur occupé à plein temps.

En cas de modification du régime de travail en cours d'année, il n'est pas tenu compte de l'augmentation ou de la diminution, d'une période inférieure à 15 jours calendriers consécutifs.

§2. La période de référence visée au paragraphe précédent comporte 365 jours. Chaque jour compris dans la période d'occupation chez l'employeur ou chaque jour assimilé à un jour d'occupation donne droit à une fraction d'1/365^{ème} de prime.

§3. Sont assimilées à une période d'occupation au sens du paragraphe 2 du présent article:

- La période d'absence couverte par une rémunération garantie en raison d'une maladie ou d'un accident d'origine non professionnelle;
- La période d'absence donnant droit au paiement d'une rémunération de la part de l'employeur (à titre d'exemple : petits chômage, les 3 premiers jours du congé de paternité, la totalité des jours de vacances annuelles de l'employé même si l'employeur n'en rémunère qu'une partie...);
- La période de vacances annuelles pour les ouvriers;
- La période d'absence liée au repos pré ou post natal telle que visée au chapitre 4 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

COMMENTAIRE DU PARAGRAPHE 2 :

Sont donc compris comme jours d'occupation pour le calcul de la période de référence par exemple les jours fériés, les week-end, les jours habituels de congé pour les temps partiels à horaires fixe ... pour autant que ceux-ci soient compris dans la période de référence ou la période assimilée décrite au paragraphe 3.

CHAPITRE IV : MODALITÉS DE LIQUIDATION

Art. 5.

Sans préjudice des alinéas 2 et 3 de l'article 2 de la présente convention, le montant des primes exceptionnelles visées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 3 est payé aux travailleurs, au plus tard le 31 décembre 2011.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 6.

La présente convention collective de travail s'applique pour autant que le Gouvernement de la Communauté française respecte les engagements pris dans l'accord cadre tripartite pour le secteur non-marchand en Communauté française 2010-2011 du 19 septembre 2011.

CHAPITRE VI : DUREE DE VALIDITE

Art. 7.

La présente convention collective de travail est conclue à durée indéterminée à partir du 1^{er} janvier 2010 et peut être dénoncée par chacune des parties moyennant une période de préavis de six mois par lettre recommandée adressée au président de sous-commission paritaire pour le secteur socioculturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne.

✓

Paritair subcomité voor de socio-culturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest (PSC 329.02)

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 17 OKTOBER 2011 TOT INVOERING VAN EEN UITZONDERLIJKE PREMIE VOOR DE WERKNEMERS BIJ UITVOERING VAN HET NON-PROFITAKKOORD VAN 19 SEPTEMBER 2011 IN DE FRANSE GEMEENSCHAP VOOR BEPAALDE SECTOREN VAN HET PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE SOCIO-CULTURELE SECTOR VAN DE FRANSTALIGE GEMEENSCHAP : PRODUCTIEATELIERS, BIBLIOTHEKEN, CULTURELE CENTRA, JEUGDHUIZEN, PERMANENTE OPVOEDING, SPORTFEDERATIES, LA MEDIATHEQUE, JEUGDORGANISATIES, LOKALE TELEVISIES

HOOFDSTUK I : TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest en die vallen onder één van de volgende erkennings- en/of subsidiëeringsstelsels en op hun werknemers:

- Productie- en gastateliers, erkend en gesubsidieerd krachtens het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 juli 1990 betreffende de erkenning en de betoelaging van de productieateliers en de gastateliers voor films en videogrammen en door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 februari 2000 tot erkenning van de V.Z.W. « Atelier de création sonore et radiophonique » als onthaalstructuur inzake creatie op radio;
- Bibliotheken, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken;
- Culturele Centra, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 28 juli 2002 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra;
- Jeugdhuisen, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 20 juli 2000, tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuisen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongereninformatiecentra en van hun federaties;
- Organisaties voor permanente opvoeding, erkend en gesubsidieerd krachtens het koninklijk besluit van 5 september 1921, het koninklijk besluit van 4 april 1925, het koninklijk besluit van 16 juli 1971, het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de organisaties voor permanente vorming van de volwassenen in het algemeen en aan de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van

- de arbeiders en het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding;
- Sportfederaties, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap en het decreet van 30 maart 2007. - Decreet tot organisatie van de erkenning en de subsidiëring van een vereniging van Franstalige sportfederaties, recreatieve sportfederaties en sportverenigingen;
 - La Médiathèque, erkend en gesubsidieerd krachtens het koninklijk besluit van 7 april 1971;
 - Jeugdorganisaties, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties;
 - Lokale televisies, erkend en gesubsidieerd krachtens het artikel 74 van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op de werknemers diegedekt zijn door de collectieve arbeidsovereenkomst van 1 juli 2002 tot bepaling van de functieclassificatie en de loonvoorwaarden voor sommige sectoren van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector (Brussels Hoofdstedelijk Gewest) en door de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 september 2002 tot bepaling van de functieclassificatie en de loonvoorwaarden voor de sectoren van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector die afhangen van het Waals Gewest.

Onder “werknemers” verstaat men het mannelijk en vrouwelijk arbeiders- en bediendepersoneel.

HOOFDSTUK II : BEGINSSEL

Art. 2.

In 2010 en 2011 wordt aan de werknemers bedoeld in artikel 1 een uitzonderlijke premie toegekend volgens de modaliteiten vastgesteld in deze overeenkomst.

De premie voor het jaar 2010 is niet verschuldigd voor de werknemers die in 2010 gedurende minder dan 15 weken via een arbeidsovereenkomst met dezelfde werkgever waren verbonden.

De premie voor het jaar 2011 is niet verschuldigd voor de werknemers die in 2011 gedurende minder dan 15 weken via een arbeidsovereenkomst met dezelfde werkgever waren verbonden.

De werkgevers dienen de uitzonderlijke premie uitsluitend uit te betalen voor jaren dat zij effectief ressorteerden onder één van de in artikel 1 bedoelde erkennings- en/of subsidiëringstelsels.

Vanaf 1 januari 2012 zal het geïndexeerde bedrag uitgetrokken voor de uitzonderlijke premie worden besteed aan de voortzetting van de harmonisering van de loonschalen richting, en zonder overschrijding van, de beoogde loonschalen waarbij de eindejaarspremie wordt opgeteld, vastgesteld in het akkoord voor de non-profitsector 2006-2009 (Franse Gemeenschap) voor de werknemers van de betrokken sectoren en

2006-2009 (Franse Gemeenschap) voor de werknemers van de betrokken sectoren en zulks, op basis van dezelfde beginselen als die waarin is voorzien in de protocollen en collectieve arbeidsovereenkomsten (met name de CAO van 15 december 2008 : registratienummer 90459) tot uitvoering van bovenvermeld akkoord.

HOOFDSTUK III : BEDRAG EN BEREKENINGSWIJZEN

Art. 3.

§1. De werknemer die in 2010 tijdens de volledige in artikel 4 bedoelde referentieperiode voltijds tewerkgesteld was, heeft recht op een premie met een brutobedrag van 275,74 euro.

§2. De werknemer die in 2011 tijdens de volledige in artikel 4 bedoelde referentieperiode voltijds tewerkgesteld was, heeft recht op een premie met een brutobedrag van 282,36 euro.

Art. 4.

§1. Het bedrag van de premie bedoeld in leden 1 en 2 van artikel 3 wordt pro rata temporis geboekt in functie van de tewerkstelling van de werknemer gedurende een referentieperiode van 12 maanden die loopt van 1 januari tot 31 december van het jaar waarvoor de premie verschuldigd is.

De deeltijds tewerkgestelde werknemer geniet een uitzonderlijke premie in verhouding tot zijn arbeidsregeling ten opzichte van de arbeidsregeling van de voltijdse tewerkgestelde werknemer.

Wanneer de arbeidsregeling in de loop van het jaar wordt gewijzigd, wordt er geen rekening gehouden met de stijging of de daling voor een periode die korter is dan 15 opeenvolgende kalenderdagen.

§2. De referentieperiode bedoeld in het vorige lid bedraagt 365 dagen. Elke dag die valt binnen de periode van tewerkstelling bij de werkgever of elke dag die wordt gelijkgesteld aan tewerkstelling, geeft recht op een fractie van 1/365e van de eindejaarspremie.

§3. Worden gelijkgesteld met een periode van tewerkstelling :

- De periode van afwezigheid die wordt gedekt door een gewaarborgd bon omwille van een ziekte of een ongeval dat geen arbeidsongeval is;
- De periode van afwezigheid die recht geeft op de betaling van een bon door de werkgever (bijvoorbeeld klein verlet, de eerste drie dagen van het vaderschapsverlof, alle jaarlijkse vakantiedagen, zelfs wanneer de werkgever er slechts een deel van betaalt,)
- De jaarlijkse vakantieperiode voor de arbeiders ;
- De periode van afwezigheid in het kader van pre- of postnataal verlof zoals bedoeld in hoofdstuk 4 van de arbeidswet van 16 maart 1971.

COMMENTAAR BIJ LID 2 :

Worden dus bijvoorbeeld beschouwd als tewerkstelling voor de berekening van de referentieperiode : de weekends, de feestdagen, de gangbare verlofdagen voor de deeltijdse werknemers met een vast uurrooster voor zover deze dagen zijn opgenomen in periodes van tewerkstelling of periodes die hiermee worden gelijkgesteld zoals beschreven in §3.

HOOFDSTUK IV : BETALINGSMODALITEITEN

Art. 5.

Onverminderd lid 2 en 3 van artikel 2 van deze overeenkomst, wordt het bedrag van de uitzonderlijke premies bedoeld in lid 1 en 2 van artikel 3 uiterlijk op 31 december 2011 uitbetaald.

HOOFDSTUK V : DIVERSE BEPALINGEN

Art. 6.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing voor zover de Regering van de Franse Gemeenschap haar engagementen nakomt uit het tripartiete kaderakkoord voor de non-profitsector in de Franse Gemeenschap 2010-2011 van 19 september 2011.

HOOFDSTUK VI : GELDIGHEIDSDUUR

Art. 7.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur vanaf 1 januari 2010 en kan door elke partij worden opgezegd mits een opzegtermijn van zes maanden die per aangetekend schrijven wordt betekend aan de voorzitter van het paritair subcomité voor voor de socio-culturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest.